

Personne ne saura jamais comment tout a commencé. Et à vrai dire, peu importe: la brouille d'origine ne compte plus, depuis que le sang a coulé. Reste Ismet. Un prénom de substitution, sécurité oblige. Ismet va avoir 16 ans. C'est un problème. Entrer dans l'âge adulte signifie qu'il prend sur ses épaules l'héritage familial. Qu'il doit en répondre. Le gamin a l'air détaché, un rien timide, lorsqu'il s'approche de la sortie de son école, dans un village situé à quelques kilomètres de Shkodra, le centre urbain du nord-ouest de l'Albanie. Mais avant de se confier, il préfère tout de même s'éloigner le long de la route verdoyante, pour échapper aux regards de ses camarades.

Mains dans les poches de son jean, tennies noires délacées, le visage un rien gâté par l'acné, Ismet baisse la tête en parlant. «Je ne sais quoi dire. On m'en veut pour quelque chose que je n'ai pas fait.» Le tort d'Ismet est d'être le fils de son père. En juillet 2001, ce dernier s'est retrouvé en conflit avec deux frères d'un village voisin. Une sombre histoire de propriété privée sur laquelle le père d'Ismet aurait empiété.

Les deux familles n'avaient pas d'antécédent. Les insultes et les intimidations ont cédé la place aux armes. Après avoir tué les deux frères, le père d'Ismet s'est caché dans les montagnes pendant deux ans. Absent lors de son procès, il a été condamné à la prison à vie, avant d'être arrêté. La justice d'Etat a parlé. Pas la justice privée. Depuis dix ans, la famille des frères tués réclame vengeance. Ismet est-il prêt à quitter son village, comme l'espère sa mère, pour trouver refuge à l'étranger? «Je veux bien vivre ailleurs. N'importe où en Europe.»

L'Albanie, qui rêve d'obtenir cette année le statut de candidat à l'Union européenne, a radicalement rompu avec son passé communiste. Pendant cinquante ans, elle fut la Corée du Nord du continent. Mais une de ses racines les plus originales, les plus profondes, demeure vivace: la loi du talion. Œil pour œil, deuil pour deuil. Une insulte ou une atteinte à la morale conjugale peut justifier le sang versé. Ainsi va la vie en terre de Kanun, le code ancestral qui régit

> Reportage Banni à l'époque communiste, le Kanun a refait son apparition en Albanie

> C'est un code ancestral, qui justifie la pratique de la vengeance œil pour œil, dent pour dent

> Plongée au cœur de quelques familles qui le vivent dans la douleur et l'angoisse

la vie rurale albanaise depuis cinq siècles, en particulier dans le nord montagneux. Il aurait été rédigé par un prince, Lekë Dukagjini.

Cet ensemble complexe de lois coutumières régissait tous les domaines de la vie: héritage, commerce, mariage, crimes et délits, etc. «Le Kanun a survécu longtemps parce qu'il était un moyen de préserver une identité culturelle et juridique», explique l'écrivain Besnik Mustafaj, ancien ministre des Affaires étrangères albanais entre 2005 et 2007. A Tirana, l'anthropologue Nebi Bardoshi, spécialiste du Kanun, le définit comme «une forme d'opposition à toute forme de loi étatique, pas seulement ottomane [le pays est devenu indépendant en 1912, après quatre siècles de domination ottomane]». «Il est difficile d'en déterminer l'origine, note-t-il. Le Kanun est lié à la religion du sang, dont la vendetta n'est qu'un aspect. Le code repose sur deux piliers: l'équité entre les hommes et la réciprocité.»

Ce système ne prévoyait pas une escalade sans fin. Il permettait dès le départ la possibilité d'une médiation, via le conseil des anciens. Une promesse de sécurité (la *besa*) pouvait être accordée à certains membres du clan adverse. Mais les traditions se sont taries, seule est restée l'idée de la vengeance. «Après le meurtre, raconte Kalter, le grand-père d'Ismet, je suis allé deux fois dans la maison des frères. Je leur ai dit qu'on n'avait pas

de problème avec leur famille. J'ai essayé de négocier, mais ils ne voulaient même pas s'asseoir comme le veut la coutume.» Toutefois, grâce à une intervention des anciens du village, Ismet a été reconnu intouchable jusqu'à l'âge de 16 ans.

Kalter nous accueille dans la maison familiale où il vit avec son épouse et Ina, la mère d'Ismet. L'endroit est modeste mais bien tenu. On nous propose une pâte de fruit en guise de bienvenue. Ina porte un tee-shirt sur lequel est inscrit «Paris» en paillettes, comme un appel au départ. «Moi, je suis protégée de toute vengeance, car je suis une femme. Mais Ismet va avoir 16 ans en janvier 2012, il devra aller au lycée qui est situé dans un autre village. Je ne veux pas prendre ce risque. Nous voulons l'envoyer à l'étranger.» Kalter l'interrompt: «Tu crois que tu es à l'abri parce que tu es une femme? Pas du tout! Avec ce qui se passe de nos jours, tout est possible.»

Kalter a 78 ans, ce qui l'autorise à un certain recul sur la pratique du Kanun. Sous le régime communiste, le code a survécu à l'état de braises, écrasé par la doxa officielle. «Si mon fils avait tué ces deux frères à l'époque, il aurait été exécuté. L'Etat était alors très puissant et imposait sa loi. Quand les autorités savaient que deux familles avaient des problèmes, des tensions, l'une d'elles était éloignée dans un autre village.»

Tout a changé dans l'Albanie nouvelle, postcommuniste. Les réseaux criminels se sont développés, le trafic d'êtres humains a profité de mariages arrangés, multipliant les conflits entre familles. Surtout, la terre a fait l'objet de disputes très intenses. Malgré la petite taille du territoire, l'autorité de l'Etat a été soumise à rude épreuve. En 1997, une quasi-guerre civile, consécutive à l'effondrement des pyramides financières, a entraîné le pillage des stocks d'armes. Résultat: le système patriarcal a repris de la vigueur, et les familles se sont naturellement tournées vers le Kanun, faute d'une police efficace.

Le Code pénal mentionne la vendetta comme un meurtre avec préméditation. Mais la justice reste embarrassée par ce système parallèle. «Les familles se réservent le droit de se venger et se transmettent ce droit de génération en génération, dit Përparim Kulluri,

procureur de Shkodra. Nous avons connu des cas où des proches d'une victime ont témoigné que l'accusé était innocent, juste pour pouvoir lui régler son compte.»

Depuis 2006, Liliana Luani, enseignante dans une école primaire de Shkodra, dirige une ONG venant en aide aux enfants victimes du Kanun. L'exode rural a provoqué l'arrivée en ville de plus en plus de jeunes dont les familles sont impliquées dans de sombres histoires de vendetta. Elle en recense actuellement 120 à Shkodra et ses environs. L'ONG offre un tutorat pour permettre aux enfants d'étudier à domicile.

En principe, le Kanun stipule qu'ils ne peuvent être visés. «Mais tout est devenu possible après la chute du communisme, dit-elle. D'anciens conflits sont remontés à la surface, de nouveaux sont apparus, liés surtout aux droits de propriété sur la terre. Il y a eu un cas à Shkodra, où un homme a essayé de tuer un enfant de 3 ans, qui a gardé sur sa main la cicatrice de la balle.»

Son honneur avait été atteint au cours d'une soirée alcoolisée. Du coup, il a tué le misérable

Dans une maison délabrée en lisière de Shkodra, à l'écart de la route, le long d'une voie de chemin de fer désaffectée, vit la famille N. Une mère et ses six enfants, sans ressources. Le père est en isolement dans le district de Tropojë. C'est son frère qui a commencé la vendetta contre la famille V., en 2000. Son honneur avait été atteint au cours d'une soirée alcoolisée. Du coup, il a tué le misérable. La famille V. a répliqué en assassinant deux de ses frères. Aujourd'hui, les deux clans ne s'entendent pas sur le décompte des victimes. 3-3 ou 3-2? La dernière est morte dans une fusillade avec la police. Ça ne compte pas, dit la famille V., qui exclut de soustraire la vengeance au hasard et aux forces de l'ordre.

«Nous leur avons demandé des assurances pour les enfants, afin qu'ils puissent sortir et étudier, raconte leur mère, Mme N. Ils ont répondu qu'ils n'en donneraient

même pas à des cafards. Depuis, nous vivons dans la peur.» Les deux fils aînés s'ennuient. Ils ne vont pas au lycée. Les amis les fuient. On demande à Pashk, 18 ans, quel est son rêve. Le mot le foudroie: «Vu ce qui nous arrive, si je pouvais déjà devenir charpentier, ça serait bien.»

Selon le Comité de réconciliation nationale, 1650 familles albanaises vivent aujourd'hui à l'isolement, cloîtrées dans leur domicile. «C'est 200 de plus qu'en 2009 et 2010, car elles reviennent en Albanie après s'être vu refuser une demande d'asile dans les pays occidentaux», explique Gjin Marku, président du Comité. Au total, 890 enfants n'iraient pas à l'école pour cause de vendetta, dont 182 se trouveraient en grand danger.

Mesurer le phénomène de vendetta est extrêmement difficile d'un point de vue statistique. Dans un rapport publié en février 2010, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a estimé que le nombre de vendettas «avait baissé significativement depuis cinq ans», tout en reconnaissant que les statistiques officielles étaient incomplètes. Les ONG ont parfois tendance à dramatiser, tandis que les autorités nient l'ampleur du problème.

A entendre le Comité, les règlements de comptes, par vengeance ou défense de l'honneur, ont fait 95 morts en 2010, 75 en 2009, 9870 depuis 1990. Autre son de cloche chez le premier ministre, Sali Berisha. Né à Tropojë, dans le nord, il voit des vertus dans la pratique ancienne du Kanun: «Il avait des effets dissuasifs très forts, il imposait un contrôle de soi incroyable. Rien à voir avec des pratiques criminelles! Aujourd'hui, il y a des cas tout à fait sporadiques, preuve que l'Etat fait la loi. A mon arrivée au gouvernement [en 2005], il y avait 1800 prisonniers. Maintenant, ils sont 5000.»

Ce critère répressif n'est pas très convaincant. En matière de prévention, les ONG doivent assumer seules, avec les anciens des villages, des missions de médiation. La réconciliation entre deux familles est un processus complexe et très codifié, qui prend souvent des années. Plus on avance dans la montagne et plus on recule dans le temps. Plus l'esprit de vengeance contamine de nouvelles générations, plus le Kanun perd son sens originel. **Le Monde**